

Déclaration des ONG sur la DESERTIFICATION à la CSD 16 le mercredi 07 mai 2008

Je m'adresse à vous au nom du groupe des ONG dont le rôle n'est pas de rajouter des chiffres et des statistiques à ce que les experts ont déjà fait, mais de se situer comme partie prenante, dire nos engagements et de rappeler fermement ceux des états et des organisations internationales.

Pour l'efficacité de nos travaux nous voudrions d'abord dissiper une idée reçue et dire que la désertification n'est pas d'abord l'avancée des dunes de sable et des déserts même si cette vision simpliste nous arrange. La désertification doit être comprise comme un processus de destruction progressive des ressources naturelles qui commence par les terres et qui détruit toute vie en mêlant causes et conséquences écologiques et socio-économiques ; la séparation avec les autres sujets traités à la CSD16 comme la sécheresse, l'agriculture ou le développement rural est à cet égard peu pertinente. Mr le Président, pour prendre une image simple, la désertification c'est une lèpre de la terre qui ruine les patrimoines nourriciers et tout avenir.

Pour 37 % de la surface de l'Afrique, mais aussi pour l'Asie et l'Amérique latine et dans une moindre mesure l'Amérique du nord et l'Europe, la désertification appauvrit les terres, raréfie les ressources en eau, à quoi succèdent la baisse des productions agricoles qui engendrent elle-même la pauvreté économique, l'insécurité sociale, les conflits et au pire les trafics illicites et les migrations pour 2 milliards de personnes déjà parmi les plus pauvres de la planète. La lutte contre la désertification n'est pas une option ou un choix philosophique, mais la seule alternative possible pour éviter les scénarios de crise.

Cela ne signifie pas seulement mettre en œuvre des techniques de lutte anti-érosives ou de gestion de l'eau, mais de prendre toutes les mesures pour le développement viable des populations concernées là où elles vivent et avec elles. Les zones arides ne manquent ni de potentiel, ni de ressources humaines, sur lesquelles il faut d'abord investir la confiance et l'argent sans céder à priori aux tentations risquées et aux mirages des recettes à la mode comme les agrocarburants ou les biotechnologies.

En 1992 à Rio les états ont mis sur pied la CCD qui a fêté ses dix ans en 2006, ratifiée par 193 pays- dont tous ceux ici présents qui s'est beaucoup payée de mots, de constats et de critiques pour masquer son peu d'engagement dans l'action y compris par son refus de créer un instrument financier approprié. Les pauvres ne seraient ils intéressants que dans les médias et les discours ? Ils ont jusqu'ici eu beaucoup de dignité et de patience.

Mr le Président, lors de la dernière Conférence des Parties de la CCD à Madrid, l'Espagne nous a réveillé en déclarant qu'elle était doublement frappée par les effets négatifs la désertification : d'une part sur un tiers de son territoire national et d'autre part par les migrations en provenance du continent africain. . Le flot de ces réfugiés écologiques est déjà estimé à 60 millions en provenance des seules zones arides d'Afrique d'ici 2020. Comme sont estimés à 40 milliards de dollars par an les pertes économiques mondiales liées à la désertification alors que les dernières prévisions sur le climat confirment l'accroissement de l'aridité et de la sécheresse sur des zones et des populations déjà vulnérables. Les cinq objectifs du nouveau plan stratégique à dix ans de la CCD sont donc pertinents et nous attendons des états leurs engagements à les mettre en œuvre. Les ONG engagées dans ce chantier, et dont 800 d'entre elles sont accréditées auprès de la CCCD, ont prouvé qu'elles disposent de sérieuses valeurs ajoutées avec lesquelles elles souhaitent engager le dialogue pour un véritable Pacte du Développement des Zones Arides.

Mr le Président car il est désormais clair que si nous nous sommes peu occupés de la désertification, elle a déjà commencé à s'occuper de nous.